SELLAL À PARTIR DE SAÏDA :

«Certaines revendications doivent attendre»

C'est à partir de la wilaya de Saïda, où il était en visite officielle hier, que le Premier ministre a entamé, officiellement, sa véritable rentrée et, avec lui, celle de son gouvernement. Une rentrée qu'il sait, de tradition, souvent assez chaude sur le front social. Du moins, c'est la période propice à toute sorte de revendications. Sellal anticipe d'ailleurs : «Certaines revendications peuvent attendre», dira-t-il alors qu'il évoquait la conjoncture économique globale du pays.

De notre envoyé spécial à Saïda, Kamel Amarni

Il parlait précisément du dossier des retraites. «C'est la meilleure illustration de notre démarche visant à garantir la pérennité du système et les droits des travailleurs ainsi que ceux des jeunes qui intégreront dans le futur le marché du travail.» Sellal, qui avait annoncé, fin mai dernier, une réforme globale du système des retraites, a encore expliqué à partir de Saïda qu'en quelque sorte, le retour à des normes universelles en la matière est incontournable.

«Dans les années 1980, on avait 7 travailleurs pour un retraité. Aujourd'hui, ils sont moins de 3 à cotiser pour chaque pensionnaire. Grâce à Dieu, poursuit le Premier ministre, l'Algérie a amélioré, en un temps record, les conditions de vie et la couverture sanitaire de sa population et fait, ainsi, progresser l'espérance de vie, dans un cadre de justice sociale et de solidarité intergénérationnelle.»

Le retour à un âge minimum raisonnable, 60 ans, de départ à la retraite est même rendu une nécessité vitale pour sauver la Caisse nationale et le système des retraites lui-même : «Aujourd'hui, nous ne faisons que revenir à la situation de 1996 après un profond dialogue entre toutes les parties concernées par ce dossier.»

Chiffres à l'appui, Sellal, qui improvisait ainsi un petit discours sur la situation économique du pays, lorsqu'il visitait une exploitation agricole dans la wilaya de Saïda, tentait de rassurer. «D'ici 2019, nos réserves de change ne baisseront, en aucun cas, au-dessous des 100 milliards de dollars.» Il annonce même un taux de croissance positif de 3,9 en 2017. De même qu'une augmentation significative du produit intérieur brut, le PIB, qui passe de 16 700 milliards de dinars en 2016 à 17 600 en 2017 et jusqu'à 22 000 MD en 2018, grâce, notamment, au secteur de l'industrie. Cependant, il insiste : «Je veux m'adresser à certains, qui croient que les choses sont faciles», allusion à l'opposition. «De nos jours, la concurrence économique est parfois plus rude et féroce que les guerres. Capter les investissements et réaliser des partenariats n'est pas du tout chose

Photo : Samir Sid.

Abdelmalek Sellal.

aisée (…) Malgré l'effondrement du marché pétrolier et la réduction de moitié de la fiscalité pétrolière, l'Algérie résiste et continue d'améliorer ses performances économiques. Ces résultats sont obtenus grâce aux mesures de rationalisation de la dépense, de maîtrise du commerce extérieur, de réduction des importations, avec la poursuite des efforts de l'Etat dans le domaine social et les secteurs névralgiques.» Il n'oubliera pas d'évoquer la politique sociale du gouvernement : «Qui veille à répartir les efforts sur toutes les couches de la société en épargnant les catégories fragiles et les nécessiteux ?» «L'objectif du gouvernement, ajoutera le Premier ministre, est de préserver les acquis sociaux en menant des réformes visant l'efficience de notre dispositif économique et social dans l'administration et dans l'entreprise. C'est pourquoi, il nous faut obligatoirement rester solidaires et accepter la rigueur pour passer à la croissance.»

«L'école n'est pas le lieu de la surenchère et de la manœuvre politique»

Autre sujet brûlant de cette rentrée, l'école, plus précisément les réformes de Nouria Benghabrit que les islamistes vilipendent quotidiennement. Le Premier ministre répond et défend sa ministre, comme exigé par Bouteflika . «L'école n'est pas le lieu de la surenchère et de la manœuvre politique», commencera par dire Abdelmalek Sellal en allusion claire aux islamistes.

A leur adresse toujours, il poursuit : «L'Algérie a libéré par sa Constitution la question de la langue, de la religion et de l'identité du marécage politicien pour les élever à la sphère académique et scientifique où elles sont abordées objectivement par des spécialistes pour le bien du pays et l'unité du peuple.»

Prenant le relais de sa ministre, Sellal répliquera également aux islamistes que «les problèmes de l'école sont dans la modernisation de l'action pédagogique, le niveau la déperdition scolaire, le désintérêt pour la formation professionnelle, la triche, la violence, le manque de recherche, et la prise en charge des préoccupations des personnels».

Pour trancher définitivement, il ajoutera : «Nous voulons une école solidement ancrée dans l'islam, l'arabité, l'amazighité et résolument tournée vers la modernité et la qualité.» Il était temps que le gouvernement donne de la visibilité sur cette question, abandonnée jusque-là aux seuls islamistes et autres conservateurs.

«Les prochaines élections ne doivent pas être un moment de surenchère, de manœuvres et de désinformation»

S'agissant, enfin, des prochaines élections, le chef de l'exécutif tenait à préciser que son gouvernement se limitera à l'organisation matérielle, histoire de rassurer les partis de l'opposition : «Je voudrais rappeler que notre pays aborde une année électorale qui mettra en avant, en premier lieu, la classe politique, le rôle du gouvernement s'y résumera à la préparation matérielle et à l'organisation.»

Redoutant une campagne assez musclée, en raison notamment de la maladie de Bouteflika, Sellal anticipera pour dire : «Je forme le vœu que les prochaines élections soient un espace de dialogue sérieux sur les grandes questions de la nation et les dossiers prioritaires, plutôt qu'un moment de surenchère, de manœuvres et de désinformation.»

Car, dans tous les cas, conclura Sellal, «le peuple a tranché des questions comme l'identité et la réconciliation, il a également opté souverainement pour les choix de l'actuel mandat présidentiel», à travers la révision constitutionnelle, également

K. A.

LE BUREAU POLITIQUE DU RND SE RÉUNIT CE WEEK-END

Ouyahia fait sa rentrée

Soutien indéfectible au président de la République, malgré la multitude de coups subis, Ahmed Ouyahia sonne le rappel de ses troupes. Ce week-end, en effet, se tient une réunion de son bureau politique.

Précéder les évènements et ôter tout risque de les subir lors d'une rentrée marquée du sceau de l'incertitude devrait être le mot d'ordre au RND qui, au sortir de son congrès, lors duquel ont été neutralisés les empêcheurs de tourner en rond, s'est senti pousser des ailes comme le suggère l'activité pas débordant certes, mais tout de même notable, et du conforté secrétaire général et de ses ouailles à travers le pays, à l'instar des coordinateurs des bureaux de wilayas. Ceci, avec une idée bien ancrée dans la tête : travailler dans la perspective des échéances électorales qui s'annoncent, les législatives du printemps prochain puis les locales. Mais, en attendant, il va falloir faire face à cette rentrée qui s'annonce fertile en sujets de débats publics, l'éducation et la retraite tout singulièrement. Reste en filigrane la lutte souterraine que se mènent diverses parties, dont le RND et son secrétaire général, pour imposer leur mot dans la course à la succession de Bouteflika à la fin du 4e mandat de celui-ci. En tous les cas, Ahmed Ouyahia n'a pas attendu la tenue du conclave de son parti, ce week-end donc, pour tracer les grandes lignes de cette espèce de campagne qui s'annonce pour ces tout prochains jours.

A la mi-juillet dernier, alors invité de l'université d'été de l'Union générale des étudiants algériens (Ugea), le patron de l'autre parti au pouvoir parlait des défis qui attendent l'Algérie dans l'immédiat et du petit rôle que jouent les politiciens, de l'autre bord bien sûr, dans un discours qui résonnait déjà comme une de ces diatribes qui pullulent lors des discours de campagne électorale. Le drapeau à damier a été agité pour le début d'une longue course vers les strapontins, et à ce jeu, Ahmed Ouyahia a montré depuis qu'il fait partie de notre paysage politique qu'il a le souffle long et, surtout, le dos solide pour supporter les coups les plus tordus de ses alliés, ou prétendus comme tels.

A. M.

OUVERTURE DIMANCHE DE LA SESSION DU PARLEMENT

La réélection en ligne de mire des parlementaires

Un communiqué du Conseil de la nation informe de l'ouverture, dimanche 4 septembre, de la session ordinaire du Parlement pour l'année 2016-2017. Députés et sénateurs devront reprendre les bancs des hémicycles respectifs pour l'examen et/ou l'adoption d'un certain nombre de textes de loi. Ces textes sont nombreux mais députés et sénateurs, pour nombre d'entre eux, tout au moins, ont-ils l'esprit à ces seuls examens et ne sont-ils pas déjà dans autre chose : la préparation de leur propre avenir ou la recherche de points de chute, mais toujours plus près de la sphère de décision ?

Le communiqué émis par le bureau du Conseil de la nation indique que ses membres ont pris connaissance des projets de loi, soumis jusque-là au Parlement, et qu'il est attendu que d'autres projets soient inscrits lors de cette session qui s'ouvre. Pour rappel, lors de la session précédente, un certain nombre de textes de loi, dont la nouvelle Constitution n'est pas des moindres, ont été votés dans un contexte de précipitation sans pareil.

Les projets de loi en cours d'examen sont également nombreux et comptent, entre autres, le projet de loi organique régissant les relations entre le Parlement et le gouvernement et qui devrait astreindre les ministres à répondre dans un délai de 30 jours aux questions orales des députés. Il n'est pas inutile de souligner que plus de 300 interpellations de ministres par les députés n'ont pas encore reçu de réponses.

Sans être explicite, le communiqué du Conseil de la nation, qui annonce l'ouverture de cette session, mentionne que le bureau du Conseil «a examiné plusieurs questions orales et écrites destinées au gouvernement et décidé de les soumettre au gouvernement car elles répondent aux conditions de forme». Tout se niche justement dans cette dernière condition «de répondre aux questions de forme». Il n'est donc pas dit que toutes les questions et notamment celles qui dérangent auront une réponse.

Sans savoir la nature des questions qui recevront au cours de cette session une réponse du gouvernement, l'on nous informe qu'elles concernent le Premier ministère, l'éducation nationale, les transports et travaux publics ; l'enseignement supérieur et la recherche ; les moujahidine ; les affaires religieuses et les wakfs, l'intérieur ; la communication ; le travail, l'emploi et la sécurité sociale et enfin les ressources en eau et l'environnement. Cette liste à la Prévert ferait saliver n'était cette inconnue sur la censure quant aux «conditions de forme» qu'elle a dû subir.

La reprise des travaux parlementaires intervient dans un contexte politique pour le moins agité. Un parti majoritaire à l'Assemblée nationale – le FLN – en butte à des contestations en son sein et des agitations publiques pour destituer les responsables actuels ; un RND en quête de positionnement plus conséquent en vue des législatives de mai 2017 et au-delà pour leur premier responsable en vue de la présidentielle ; des partis islamistes présents à l'Assemblée qui cherchent à gagner plus de places au Parlement, et revenir plus forts dans la société, encouragés en cela par l'échec qu'a fait subir leur mentor turc aux tentatives de putsch…

Plus globalement, c'est le quasi-désert et l'absence de débat réel dans la sphère politique et dans la société qui ouvrent un boulevard à de très nombreux députés et sénateurs qui ne se consacrent, pour l'heure, qu'à garder leur place au chaud ou à s'en trouver une meilleure.

Quant aux citoyens, il n'est pas très évident qu'avec une telle conjoncture, ils veuillent encore aller en nombre se prononcer dans les urnes, sauf à sanctionner tous ceux qui se sont, jusqu'à présent, fourvoyés dans toutes les précédentes législatures, même si beaucoup d'entre eux, on le verra lors de cette session, s'agiteront sur les bancs des hémicycles pour tenter de convaincre de leur utilité.

Khedidja Baba-Ahmed